

La reconnaissance de l'identité de genre et les droits des personnes trans au Royaume-Uni

La Loi de 2004 sur la reconnaissance de l'identité de genre (GRA) est la législation britannique qui autorise certaines personnes trans à obtenir un certificat de reconnaissance de genre, qui leur permet ensuite de modifier la mention de sexe sur leur certificat de naissance. Cela a un impact sur des choses telles que le mariage, les pensions et le certificat de décès. Il ne s'agit **pas** de la législation qui autorise le changement de la mention de sexe sur d'autres documents (tels que le passeport ou le permis de conduire), l'accès aux soins de santé ou l'accès aux espaces non mixtes, ce qui relève de la Loi sur l'égalité de 2010 (qui reste inchangée).

En 2018, le gouvernement britannique a mené une [consultation publique](#) sur les réformes potentielles du GRA. Une série distincte de consultations a été menée pour réformer la législation équivalente en Écosse, et le gouvernement écossais a depuis déclaré que la mise en œuvre de toute réforme serait retardée jusqu'au terme de la législature écossaise actuelle. Bien que le GRA s'étende à l'Irlande du Nord, cet enjeu fera l'objet d'une prise de décision décentralisée, de sorte que toute réforme au niveau de la législation ne s'y serait pas appliquée.

La consultation a permis de récolter plus de 100 000 réponses, dont la majorité était favorable à ce que le processus de reconnaissance légale des personnes trans soit réformé. Par exemple, 80,3 % des répondants étaient favorables à l'élimination de l'exigence d'un rapport médical, 78,6 % étaient favorables à l'élimination de l'exigence imposées aux personnes trans de démontrer qu'elles vivaient leur identité de genre au quotidien et 64,1 % ont déclaré qu'un diagnostic de dysphorie de genre ne devrait pas être une exigence.

Le 22 septembre 2020, le gouvernement a publié sa réponse concernant la consultation sur le GRA. **En dépit d'un appui marqué du public en faveur d'une réforme du processus d'obtention d'un certificat de reconnaissance de genre, aucun changement législatif n'a été apporté.** Le gouvernement britannique a plutôt annoncé qu'il apporterait des changements non législatifs minimes afin de faciliter le processus actuel, notamment en offrant le processus de demande en ligne et en réduisant les frais de demande de 140 £ à une somme nominale (probablement environ 5 £). Cela signifie que les personnes trans d'Angleterre et du Pays de Galles voulant obtenir un certificat de reconnaissance de genre continueront de devoir fournir : un diagnostic médical de dysphorie de genre posé par un médecin autorisé; un rapport médical rédigé par un professionnel médical autorisé faisant état de tout traitement suivi; la preuve qu'elles ont vécu dans leur nouvelle identité de genre pendant au moins deux ans; l'accord de leur conjoint/partenaire civil pour le mariage/union civile; et une déclaration assermentée indiquant qu'elles comptent conserver leur nouvelle identité de genre toute leur vie.

Cela signifie que le processus demeure essentiellement le même, qu'il continue de pathologiser les identités trans et qu'il leur impose toujours une lourde charge de preuves afin d'obtenir une reconnaissance juridique

complète. Et ce, malgré les recommandations de nombreuses organisations telles la [British Medical Association](#), qui préconisent d'éliminer ces exigences et de permettre aux personnes trans d'obtenir une reconnaissance juridique fondée sur l'autodétermination. Cela signifie également que les personnes non binaires au Royaume-Uni ne bénéficient toujours pas d'une reconnaissance légale, et que la procédure de reconnaissance légale n'est toujours pas accessible aux gens de moins de 18 ans.

Le gouvernement a également annoncé qu'il allait ouvrir au moins trois nouvelles cliniques de genre cette année, afin de réduire les listes d'attente (qui peuvent aller [jusqu'à trois ans](#) pour un premier rendez-vous). Cependant, la création de ces nouvelles cliniques a en fait été annoncée en 2018, et ne représente donc aucun investissement additionnel de sa part dans le système de soins de santé d'affirmation de genre extrêmement sous-financé du Royaume-Uni. Les listes d'attente pour les services d'identité de genre s'étendent présentement sur plusieurs années; trois nouveaux services ne suffisent pas à garantir un accès équitable aux soins de santé pour les personnes trans.

Stonewall a publié une [déclaration](#) soulignant l'échec scandaleux de cette décision du gouvernement britannique. Le groupe parlementaire multipartite sur les droits LGBT+ dans le monde a également publié une [déclaration](#) dans laquelle il se réjouit de ces améliorations mineures apportées au processus, mais estime que la décision est loin de répondre aux attentes raisonnables et envoie un signal gênant concernant l'engagement de la Grande-Bretagne en faveur de l'égalité LGBT+. L'APPG a également souligné le leadership actuel du Royaume-Uni dans le cadre de la Coalition pour les droits égaux, déclarant que cette décision entrave leur prétention d'être un chef de file mondial en matière de droits LGBT+.

Pour continuer d'être un leader mondial en matière de droits LGBTI, le gouvernement britannique devrait non seulement effectuer des avancées au niveau de la reconnaissance légale du genre pour les personnes trans et non binaires, mais aussi améliorer l'accès aux soins de santé pour les personnes trans, adresser l'augmentation récente des [crimes haineux transphobes](#) recensés et mettre en place une interdiction législative conséquente de la thérapie de conversion.

Compte tenu de l'inaction du gouvernement britannique en lien à la réforme du GRA, la société civile LGBTI du Royaume-Uni tentera d'identifier d'autres façons d'améliorer les conditions matérielles des personnes trans du pays. Par exemple, une [décision récente du tribunal du travail](#) a affirmé que les personnes non binaires et de genre fluide sont protégées contre la discrimination en vertu de la Loi de 2010 sur l'égalité (qui désigne la « réassignation de genre » comme caractéristique protégée). Cela indique que les voies juridiques par le biais des tribunaux peuvent être un mécanisme utile afin d'améliorer l'égalité. De plus, le GRA concerne spécifiquement la mention de sexe sur les certificats de naissance, ce qui veut dire que d'autres voies sont donc possibles afin de progresser vers une reconnaissance officielle du genre pour les personnes non binaires, comme faire campagne afin de pouvoir avoir une mention de genre « X » sur les passeports et les permis de conduire.

Enfin, outre l'annonce concernant le GRA, le NHS England a annoncé une [évaluation complète](#) des services d'identité de genre à l'intention des enfants et des jeunes. Nous nous réjouissons de cette opportunité d'améliorer la façon dont les services d'identité de genre sont gérés à travers le pays.

Dans l'ensemble, si la décision du gouvernement de ne pas réformer la Loi sur la reconnaissance de l'identité de genre est extrêmement décevante, l'appui marqué du public en faveur des droits trans qui s'est dégagé de la consultation (où la grande majorité des répondants ne s'identifient pas comme étant trans) est un signe positif indiquant que les prochaines mesures prises par la société civile LGBTI seront soutenues par le grand public, et c'est pourquoi nous croyons être en mesure de faire avancer les droits trans au Royaume-Uni.

Octobre 2020

Veillez contacter Ruth Walshe, responsable de la Coalition pour les droits égaux, à ruth.walshe@stonewall.org.uk pour de plus amples renseignements.